



Printemps des services publics

Appel de Tours du 26 avril 2025

DES EXIGENCES pour une société juste avec les services publics!

Mois après mois, jour après jour, dans notre département, dans notre région comme dans tout le pays , les **mobilisations pour des services publics font l'actualité**. Ces actions au quotidien montrent que les moyens ne sont plus à la hauteur des besoins

Et pourtant, quand il y a inondations, incendies, crise sanitaire... C'est toujours aux services publics auxquels on fait appel.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les services publics ont su répondre aux besoins fondamentaux de la population dans un pays dévasté. Ils ont permis d'unifier le pays et sont devenus une référence mondiale.

Dès lors, et ce depuis 40 ans, **des politiques d'abandon de ces mêmes services publics se sont mises en place dans toute l'union européenne au nom du marché et de la concurrence**. Tous les secteurs sont touchés : les télécommunications, la santé, l'éducation, les transports, l'énergie,....

La société s'est fracturée avec des inégalités croissantes et des phénomènes massifs d'exclusion et des difficultés d'accès aux droits fondamentaux.

Ce n'est plus acceptable!

Il y a une urgence à redéployer nos services publics dans la France entière, au sein des cités comme des territoires ruraux, pour garantir l'accès aux droits, fédérer la société, construire un monde écologique, de coopération et de paix.

Aussi, les domaines d'intervention des services publics doivent être élargis pour répondre aux nouveaux besoins. La population, les usagers et les agents doivent être associés à leur fonctionnement.

Nous appelons en conséquence à faire converger les luttes, à agir ensemble pour promouvoir les services publics qui doivent revenir au cœur du projet de société pour plus de justice sociale.

1- Pour la (re)conquête de nos services publics

- Exigeons le renforcement d'une fonction publique au service de l'intérêt général.

Parce que le dénigrement des fonctionnaires vise à démembrer la fonction publique et les valeurs de service public qu'elle porte, nous exigeons la préservation et le développement de la fonction publique, la reconnaissance des personnels, le renforcement des droits et des statuts qui représentent aussi des garanties fondamentales pour les usagers.

- Exigeons une école républicaine de qualité pour toutes et tous !

L'école publique, creuset de notre République, doit redevenir le lieu d'apprentissages partagés et vecteurs d'émancipation pour tous les enfants et adolescents sans aucune exclusion.

Pour relever ce défi majeur, pour réussir une véritable démocratisation, l'éducation doit disposer des moyens de bien former et d'assurer la reconnaissance des personnels dans leurs exercices professionnels. **L'argent public doit aller à l'école publique et non au financement d'écoles privées qui contribuent de plus aux inégalités.**

- Exigeons une Sécurité Sociale répondant aux besoins d'aujourd'hui !

Dans un pays ruiné par la guerre, le Conseil National de la Résistance avait travaillé à un plan complet de sécurité sociale, de solidarités intergénérationnelles, de financement des retraites, de la santé, de la famille, des accidents du travail...pour assurer des moyens d'existence dans tous les moments d'une vie .

Aujourd'hui, de nouveaux besoins doivent être intégrés, comme par exemple en matière d'autonomie en lien avec le vieillissement de la population.

Cela suppose une mobilisation à engager dès maintenant et faire du samedi 4 octobre 2025, date anniversaire de sa création, une grande journée de reconquête de la sécurité sociale.

- Exigeons des services publics de santé de proximité dans tous les territoires !

Notre système de santé, mis à mal depuis des décennies par les gouvernements successifs, ne répond plus aux besoins. **Il est nécessaire d'obtenir l'accès à des soins de qualité pour toutes et tous à tout âge de la vie. Cela passe notamment par des mesures d'urgence:**

- l'ouverture sur tout le territoire de centres de santé publics à but non lucratif avec les moyens humains et financiers leurs permettant de remplir l'intégralité de leurs missions, comme nous l'exigeons pour l'hôpital public.
- La fin de tout dépassement d'honoraires, la suppression des franchises médicales qui créent des inégalités et des difficultés dans l'accès aux soins .
- La création d'un pôle public du médicament.

Il faut stopper la marchandisation de la santé.

- Exigeons le respect de l'indépendance de la justice !

Aujourd'hui, l'indépendance de la justice est remise en cause: les attaques contre les magistrats se multiplient et sont de plus en plus violentes. Contester le rôle de contre-pouvoir démocratique assigné à l'autorité judiciaire revient de façon sous-jacente à remettre en cause le régime même de la séparation des pouvoirs.

Exigeons la participation des citoyens à l'œuvre de justice, comme antérieurement dans les cours d'assises.

Exigeons l'amélioration de la justice pour les enfants !

Il faut garantir leurs droits fondamentaux (protection et éducation) et augmenter les moyens humains pour rattraper les injustices et les accidents de la vie.

Exigeons la suppression de la comparution immédiate ! Cette procédure particulièrement répressive et discriminante juge l'auteur présumé d'une infraction à sa sortie de garde à vue. Elle est désormais massivement appliquée dans le cadre des mobilisations sociales, outil de musellement des citoyens.

Exigeons une incarcération respectueuse des droits humains

Actuellement, en France, le taux moyen d'occupation dans les prisons frôle les 145 %. Il n'est plus possible d'accepter que les personnes détenues soient soumises à des conditions inhumaines.

2- Pour gagner l'accès à de nouveaux droits fondamentaux de chacun sur tout le territoire.

- Exigeons la remise en place de services publics de proximité de plein exercice sur tout le territoire!

La «**dématérialisation**» des services publics est imposée comme la solution «efficace» pour gérer toutes les démarches administratives. Elle conduit, en fait, à l'exclusion de droits d'une partie de la population et à la déshumanisation des services publics. Elle **plonge les usagers dans le désarroi et les agents ne peuvent plus mener à bien leur mission.**

Nous revendiquons la réouverture de services publics, y compris les bureaux de poste, en premier lieu là où les besoins sont les plus criants comme dans les quartiers populaires des villes ou dans la ruralité.

- Exigeons le droit à l'alimentation de qualité pour toutes et tous !

Huit millions de français dépendent de l'aide alimentaire et ce chiffre ne cesse d'augmenter (source: OXFAM 2021), mais les réponses gouvernementales ne sont axées que sur des formes d'assistanat.

Un vaste mouvement est engagé avec des expérimentations, partout sur le territoire, pour la reconnaissance d'un droit à une alimentation saine et de qualité qui est partie constitutive du droit à la santé.

Nous portons la proposition de mise en place de caisses municipales ou locales d'alimentation accessibles en fonction des revenus et prenant appui sur les producteurs locaux. Les prochaines élections municipales doivent être l'occasion d'engager des débats en ce sens.

Nous soutenons la nécessité d'un financement d'une allocation par la branche famille de la sécurité sociale.

Nous soutenons la nécessité de renforcer l'enseignement agricole public qui doit permettre le renouvellement des 50% d'agriculteurs partant prochainement en retraite et d'engager une véritable bifurcation écologique dans l'agriculture.

- Exigeons un droit à l'eau !

C'est un bien commun qui doit sortir du cadre du marché ! Une gestion publique de l'eau, associant étroitement à son fonctionnement les usagers, doit être mise en place partout en France. C'est à l'ordre du jour des actions à engagées et à développer.

- Exigeons un droit au logement pour tous !

Le droit au logement est un droit humain fondamental. Chacun doit pouvoir se loger et à un prix abordable. Une forte demande de logements sociaux demeure. Le patrimoine existant doit également être entretenu et rénové. Cela appelle une nouvelle politique publique de l'habitat répondant aux besoins.

- Exigeons un droit à la mobilité pour penser un nouvel aménagement du territoire !

Parce que la moitié de la population vit sur le territoire de métropole et que celle-ci concentre l'essentiel de l'activité économique et culturelle, cela génère de fortes tensions et des inégalités sur le territoire entre urbain et rural. **Lorsque la population utilise à plus de 90% la voiture,** les impacts sur le budget des familles, sur la santé, la sécurité et l'environnement sont considérables.

Il faut donc **développer une grande politique pour des transports collectifs afin de réduire la fracture territoriale. C'est un enjeu social, environnemental et de développement des activités économiques.**

Des plans de déplacement tenant compte des bassins d'emploi et des différents besoins doivent être repensés démocratiquement avec la population, avec une harmonisation des tarifs entre modes de transport et la mise en place d'une tarification sociale incitative, voire des formes de gratuité.

3- Pour de nouvelles sources de financement pour les services publics!

- Exigeons la justice fiscale au service du bien commun avec notamment :

- l'accroissement de la progressivité de l'impôt,
- la taxation du patrimoine des plus fortunés et des bénéfices des entreprises ,...
- la lutte contre l'optimisation fiscale, la suppression des exonérations des cotisations sociales, avec la suppression des niches fiscales inutiles,..

-Relocalisons les activités productives essentielles

Il faut **sortir de la seule logique financière et boursière dans les entreprises qui a conduit à la délocalisation massives des industries et des services**. Un mouvement inverse de relocalisation d'activités essentielles doit au contraire être engagé.

Sur le plan national comme européen, exigeons un plan de financement pluriannuel pour développer les services publics.

4- Pour la démocratisation indispensable des services publics!

La démocratisation réelle passe par de nouveaux droits donnant du pouvoir d'intervention aux usagers, aux agents des services publics et aux élus.

Exigeons de nouveaux lieux d'expression des besoins en matière de services publics dans les territoires en associant les citoyens notamment par leurs représentations associatives, syndicales et politiques.

Ces lieux, dans les communes, les intercommunalités, les départements, les régions, le niveau national, doivent disposer de réelles prérogatives afin de peser sur les choix.

Rejoignez, partagez, enrichissez
la démarche de l'APPEL de TOURS
sur les EXIGENCES de services publics
pour l'égalité d'accès aux droits, la justice sociale,
une société solidaire !